

Buenos Aires à Mexico, en 1944. A la fin de septembre 1944, M. Henry Laureys, autrefois haut commissaire du Canada en Afrique-Sud, quitta le Canada pour reprendre ses fonctions à Lima à titre de premier ambassadeur canadien au Pérou. A l'heure actuelle, il existe à Ottawa cinq missions de l'Amérique latine.

**La guerre étend la coopération.**—En 1942, les proportions grandissantes de l'effort de guerre du Canada et le désir de faire valoir le concept des Nations Unies, par des gestes sympathiques de coopération, ont provoqué l'expansion, avec une rapidité inusitée, de l'échange de missions diplomatiques. Le 4 novembre, la nomination de M. L. D. Wilgress comme ministre en U.R.S.S., et du major général Victor W. Odlum en Chine, fut annoncée. A la fin du mois, le major général George P. Vanier fut désigné comme ministre canadien auprès des gouvernements alliés de Belgique, des Pays-Bas, de Tchécoslovaquie, de Grèce, de Norvège, de Pologne et de Yougoslavie.

Les relations avec le gouvernement de Vichy, plutôt ténues depuis l'été de 1940, furent rompues après le débarquement des forces alliées en Afrique du Nord. Le nouveau ministre auprès des gouvernements alliés d'Europe, établi à Londres, fut autorisé à entrer en pourparlers avec les représentants du Comité national français à Londres en matières d'intérêt commun concernant la conduite de la guerre. Subséquemment, lorsque le comité français établit son quartier général à Alger, le général Vanier y fut envoyé à titre de représentant canadien, au rang d'ambassadeur. Chacun des gouvernements alliés d'Europe envoya un ministre au Canada en 1942, tandis que le Comité Français de Libération Nationale établissait un bureau l'année suivante. Lorsque la France et la Belgique furent libérées, le général Vanier transféra son quartier général à Paris et présenta ses lettres de créance au gouvernement provisoire de France, le 20 décembre 1944. Près d'un mois plus tard, M. Turgeon remplissait son troisième poste diplomatique comme ambassadeur canadien en Belgique. Il fut également accrédité comme ministre canadien au Luxembourg.

En plus des gouvernements alliés d'Europe, deux des principaux pays neutres, la Suède et la Turquie, ont aussi fait des démarches auprès du Canada en vue d'établir des relations diplomatiques. Le Gouvernement canadien a consenti à l'échange de ministres; mais, à cause des difficultés de la représentation et du personnel à recruter, expliqua qu'il n'était pas en mesure d'envoyer des ministres à Stockholm et Ankara à l'heure actuelle. Les ministres de la Suède et de la Turquie ont établi leur légation à Ottawa.

**Les missions deviennent des ambassades.**—L'événement significatif le plus récent dans l'histoire des relations canadiennes extérieures fut la décision prise en novembre 1943 d'élever les missions au rang d'ambassades sur une base de réciprocité avec les gouvernements des Etats-Unis, de l'U.R.S.S., de la Chine et du Brésil. En 1944, la même politique fut adoptée à l'égard du Chili, tandis que les nouvelles missions du Mexique et du Pérou jouissaient du statut d'ambassades dès le début. La légation belge à Ottawa prit aussi le rang d'ambassade.

**Personnel.**—Contrairement à plusieurs autres ministères, la paix augmentera plutôt que de diminuer les charges du Ministère des Affaires extérieures. Pour répondre aux obligations croissantes du temps de guerre, le problème du personnel a été en partie réglé par le recrutement dans les universités et ailleurs d'un certain nombre d'auxiliaires dont la nomination est intentionnellement provisoire. Comme des hommes peuvent être libérés des services, de nouvelles recrues sont maintenant obtenues des forces armées.